

**SYNTHÈSE DU THÈME DE DISCUSSION DU FSN FORUM :
L'AVENIR DES PETITS EXPLOITANTS
15 JANVIER - 22 FÉVRIER 2008**

I. QUESTIONS

Les petits exploitants représentent un très fort pourcentage de la population mondiale. Selon des études récentes, environ 80 % des agriculteurs des pays en développement possèdent moins de 2 hectares (O. Rupela et S. Mehta). À ce jour, l'agriculture demeure l'activité la plus courante pour assurer les moyens d'existence des petits exploitants du monde entier, et peut-être la meilleure (E. Mwashu). Cette catégorie de producteurs se heurte à de nombreux problèmes, par exemple :

- Ils disposent d'un **faible pouvoir de négociation** : comme les petits exploitants subissent les prix et ne les décident pas, ils ne peuvent pas profiter de gains de productivité ou d'une baisse des coûts. Les forces sociales, économiques et politiques dominantes profitent de leur faible pouvoir de négociation pour les marginaliser (G. Kent).
- **Les politiques leur sont défavorables** :
 - les responsables de l'élaboration des politiques ont décidé de leur propre chef que l'agriculture à petite échelle n'était pas durable (O. Rupela) ;
 - l'« **analphabétisme agricole** » **des politiciens de nombreux pays** a entravé le développement d'une agriculture durable (E. Mwashu, B. Rajbhandari) ;
 - les responsables de l'élaboration des politiques ont fait pencher la balance en faveur des forces politico-économiques au détriment de questions d'intérêt mondial (par exemple, systèmes alimentaires, agriculture durable, etc.), ce qui a sacrifié les bénéfices des exploitants (E. F. Ismail, G. Kent, lettre ouverte à Hillary Clinton - voir la section Références).
- Les professionnels ne disposent d'aucune plate-forme politique d'agriculture durable à conseiller (E. Mwashu).
- Dans leur majorité, les programmes, plans, financements, etc., d'aide des gouvernements et des organismes de développement n'ont pas amélioré la situation des petits exploitants en raison de leurs modalités d'exécution (O. Rupela).
- **L'agriculture chimique** (couramment pratiquée) **n'est pas durable** et risque d'empirer la situation des exploitants à long terme. Non seulement elle est néfaste pour les sols, les nappes phréatiques et l'environnement, mais elle augmente les risques des exploitants contraints d'investir dans des semences, ainsi que dans toujours plus d'intrants et d'eau chaque année. La monoculture attire également les nuisibles, avec pour conséquence le recours à des doses élevées de pesticides chimiques (O. Rupela, S. Mehta).
- **Disparité hommes/femmes** : la majorité des petits exploitants sont des femmes, dont 5 % seulement ont accès aux services de vulgarisation. Elles sont encore moins nombreuses à détenir un titre de propriété foncière et à pouvoir accéder à d'autres ressources (C. Kayira).
- **Recherche** : les modèles de ménages agricoles ont des limites, car **l'analyse des risques est toujours délibérément négligée pour la petite agriculture**, parfois par manque d'informations, mais le plus souvent en raison de la difficulté d'y incorporer le risque et des facteurs de probabilité (E. Elamin).

Cependant, dans certains cas les **petits agriculteurs possèdent également des avantages concurrentiels** par rapport aux gros exploitants commerciaux :

- moins d'impact sur l'approvisionnement global des mauvaises récoltes d'un agriculteur ou de quelques uns (risque idiosyncratique) ;
- plus grande flexibilité du portefeuille de production des petits exploitants (peu d'immobilisations et main d'œuvre principalement familiale), permettant de réagir rapidement

à l'évolution des préférences des consommateurs ;

- capacité à fournir une meilleure qualité en raison du respect à la lettre des pratiques de production conseillées par l'entreprise du fait de leur main d'œuvre majoritairement familiale et de leur faible pouvoir de négociation ;
- faibles excédents commercialisables augmentant leur dépendance sur l'entreprise pour optimiser leurs bénéfices ;
- dispersion géographique de la base de petits producteurs autorisant une stratégie efficace de répartition du risque pour les fournisseurs des supermarchés et/ou permettant une plus grande souplesse pour l'approvisionnement de quantités relatives faibles de produits répondant à des normes spécifiques très rigoureuses.

II. SUGGESTIONS POUR L'AVENIR

- **Intégrer les intérêts des agriculteurs à l'élaboration des politiques en :**
 - organisant des **ateliers de formation spéciaux et des réunions publiques au niveau local**, où les agriculteurs et/ou les professionnels puissent échanger les résultats positifs des initiatives d'agriculture durable (B. Rajbhandari) ;
 - **faisant connaître les impacts négatifs de l'agriculture chimique** (initiatives de révolution verte) en Inde et aux États-Unis, où de vastes superficies sont aujourd'hui des déserts et où les niveaux d'eau sont tombés très bas dans certains endroits (B. Rajbhandari) ;
 - **établissant un lien efficace entre recherche, activités des programmes/projets et élaboration des politiques** (extrait de la synthèse de la première discussion du Forum http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Final_summary_16Oct-16Nov_drawing_lessons_FSN_info.doc) ;
 - **tenant compte dans la planification du point de vue des agriculteurs sur leur situation en matière de malnutrition/sécurité alimentaire**. Deux méthodes sont possibles : (1) arborescences de problèmes pour aider les membres des communautés à identifier les questions interconnectées et la manière dont différentes actions contribuent à l'alimentation et à la nutrition, (2) comparaison des points de vue des parties prenantes de différents niveaux administratifs à l'aide du cadre de l'UNICEF, en accordant un poids égal à leurs idées respectives (E. J. Levitt) ;
 - **favorisant la participation des petits agriculteurs du début à la fin du cycle d'élaboration des politiques** (formulation, mais aussi mise en œuvre). Une **approche fondée sur des droits** peut y contribuer, parce que (1) elle fait comprendre aux personnes chargées de la formulation des politiques qu'elles ont **l'obligation d'inclure toutes les parties prenantes au processus** puisque la participation constitue un principe fondamental des droits de l'homme, (2) **les intéressés peuvent exiger** un changement, des actions, l'application de leurs droits, leur « espace » dans les processus d'élaboration des politiques (M. Knowles).
- Il n'est pas toujours vrai que toutes les formes d'amélioration, en particulier les gains de rendement, améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition des familles de petits exploitants pauvres. **Pour améliorer la situation de la SA&N, il faut :**
 - **inciter les agriculteurs**, en particulier ceux qui pratiquent l'agriculture de subsistance et de sous-subsistance, à **trouver et à appliquer des moyens abordables et spécifiques à leur localisation géographique d'améliorer la SA&N de leur famille** en s'appuyant sur la compréhension des schémas de consommation alimentaire locaux, des carences et des options pour y remédier. Il faut **encourager les agriculteurs à étudier les possibilités par la loupe de la SA&N**, plutôt que d'un pur point de vue agronomique et économique conventionnel (A. MacMillan) ;
 - **étudier des solutions qui dépassent l'amélioration des systèmes de production agricole** (par exemple, élargissement de l'accès aux terres des familles pauvres, protection des droits fonciers des veuves et des enfants) (A. MacMillan). Il faut aussi

sensibiliser les parties prenantes, et en particulier le personnel agricole, aux actions à mener pour exercer un impact positif sur la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que sur la nécessité d'élargir l'approche relative aux moyens d'existence (C. Dufour) ;

- **s'assurer que les personnes** qui n'ont pas assez de nourriture pour satisfaire leurs besoins **bénéficient d'un transfert d'argent régulier et prévisible**, qui constitue la meilleure manière d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. **Des programmes de sécurité sociale bien ciblés et bien gérés** permettent aux familles pauvres de commencer à sortir de la pauvreté profonde. Ils transforment également le besoin en demande et stimulent donc les marchés locaux. Par conséquent, il faut y voir des investissements économiquement sains et non de « l'assistanat » (A. MacMillan) ;
 - **donner la priorité aux interventions et aux résultats** qui ont le plus d'impact sur la SA&N en s'appuyant sur la compréhension du processus causal permettant de passer de l'amélioration de la production agricole à l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire (C. Dufour).
- **Proposer aux petits exploitants un large éventail d'alternatives, sur l'exploitation et en dehors.** Les agriculteurs et les gouvernements désireux de les soutenir doivent réfléchir aux possibilités de diversification agricole, mais aussi d'emplois productifs dans d'autres activités (G. Kent, A. Zezza).
 - **Élaborer la feuille de route stratégique d'un programme de recherche et développement** visant l'autonomisation des agriculteurs, apte à encourager la production agricole fondée sur les bonnes pratiques (O. Rupela, S.Mehta).
 - **Promouvoir une agriculture fondée sur des technologies et la génération d'intrants sur l'exploitation**, plus durable que l'agriculture conventionnelle basée sur des intrants externes et/ou industriels (O. Rupela, S.Mehta) :
 - financer des programmes de développement favorables à la génération d'intrants sur l'exploitation et assurant localement la sécurité alimentaire, centrés sur le système de production agricole local ;
 - développer les ressources humaines : le système global de recherche, de vulgarisation et d'enseignement agricoles, ainsi que ses liens avec les communautés agricoles, devrait se concentrer principalement sur (a) des BPA adaptées aux petites exploitations, (b) des ressources naturelles à faible coût disponibles localement et leur recyclage pour mettre en place des technologies agricoles propres à autonomiser les agriculteurs, (c) l'articulation entre science et connaissances traditionnelles des agriculteurs.
 - **Autonomiser les agriculteurs**
 - Mettre en place un mécanisme de soutien à l'intervention plus complet en faisant appel au concept de Société de producteurs (SP) (voir la section Bonnes pratiques ci-dessous) ; mettre à la disposition des agriculteurs des semences à des prix abordables. Bonne pratique : concept de banque de semences rurale (O. Rupela et S. Mehta)
 - **Tirer les enseignements des expériences réussies de petits agriculteurs** (A. Zezza, O. Rupela, S. Mehta, C. Lagu)
 - Organiser les petits exploitants en groupes, associations et coopératives avec ou sans l'aide de l'État, d'ONG ou du secteur privé, afin d'augmenter leur économies d'échelle et de les aider à répondre aux besoins du marché (quantités, normes, qualité, bonnes pratiques agricoles, etc.) (A. Puntsagdavaa), par exemple : associations d'action coopérative financées par les donateurs ou syndicats d'action spécifiques aux petits agriculteurs pour traiter les questions agricoles (F.M Ali)
 - Légitimer l'action d'écoles où les agriculteurs élaborent des programmes de diffusion pour résoudre leurs problèmes, ainsi que des programmes d'enseignement et de formation approfondie (F.M Ali)

- Optimiser les crédits consentis aux agriculteurs par la création de petites sociétés coopératives permettant d'effectuer un suivi adéquat. Exemple : au Nigeria, les crédits accordés aux agriculteurs ont fortement amélioré le rendement et la productivité agricoles (I. Onimawo)
- La petite agriculture peut devenir rapide, source de gain de temps et rentable grâce à la location de machines, à la main d'œuvre sous contrat et à l'agriculture contractuelle. Il n'est pas conseillé d'utiliser des petits matériels, qui sont coûteux. On peut exploiter ces ressources à temps perdu pour créer une seconde source de revenus, par exemple transformation primaire des céréales alimentaires et de graines oléagineuses ou préparation à la ferme de produits alimentaires rapides d'usage quotidien (P. K. Das et Y. Ali).
- Mettre l'accent sur la nécessité d'une amélioration de la gouvernance mondiale et d'un débat sur les valeurs, surtout sur les questions d'alimentation et de nutrition (E. F. Ismail, G. Kent)
- Bien comprendre la faim pour mieux s'y attaquer. Pour comprendre la faim dans le monde, il faut savoir que ceux qui ont le pouvoir ne sont pas ceux qui ont le problème et que les premiers ne se soucient pas des seconds (G. Kent).

III. BONNES PRATIQUES, RÉUSSITES ET ÉTUDES DE CAS NATIONALES

- Le concept de Société de producteurs (SP) a été utilisé par certains groupes d'agriculteurs en Inde et a pris la forme de PME dans d'autres pays. Il consiste à organiser les petits agriculteurs en entreprises collectives conçues par eux et pour eux, mais gérées par des professionnels avec l'appui d'organismes gouvernementaux concernés. La SP prend en charge les risques et les responsabilités de l'entreprise et laisse aux agriculteurs les activités agricoles (leur domaine d'expertise) afin d'arriver à un cycle de trésorerie (« cash to cash cycle ») positif, dont les membres, agriculteurs et professionnels, sont parties prenantes jusqu'au bout (O. Rupela et S. Mehta).
- Utilisation d'un diagramme qui fasse apparaître le processus causal permettant de passer de l'amélioration de la production agricole à l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire (C. Dufour) http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?r=354 .
- Tenir compte dans la planification du point de vue des agriculteurs sur leur situation en matière de malnutrition/sécurité alimentaire. Deux méthodes sont possibles : (1) arborescences de problèmes pour aider les membres des communautés à identifier les questions interconnectées et la manière dont différentes actions contribuent à l'alimentation et à la nutrition, (2) comparaison des points de vue des parties prenantes de différents niveaux administratifs à l'aide du cadre de l'UNICEF, en accordant un poids égal à leurs idées respectives (E. J. Levitt)
- Au Népal, des **systèmes de production agricole biointensive** ont eu des impacts positifs sur la sécurité alimentaire et le revenu des ménages des agriculteurs concernés (B. Rajbhandari).
- En Inde, des groupes de femmes se sont constitués pour prendre la tête d'une révolution dans une partie « suicidaire » de l'État d'Andhra Pradesh, célèbre à une époque pour son usage immodéré des pesticides. Aujourd'hui, 50 villages déclarent ne plus utiliser aucun pesticide et sept pratiquent uniquement l'agriculture biologique. La productivité et la qualité du sol, mais aussi la qualité de vie des habitants, se sont considérablement améliorées (O. Rupela).
- Au Bangladesh, l'approche de **production riz-canard**, en particulier dans le projet « **Integrated Rice-Duck Farming for Resource-Poor Farm Households** » (production intégrée de riz et de canards pour les ménages agricoles pauvres en ressources) a livré de nombreux bénéfices :
 - baisse du coût des engrais et des produits de traitement chimiques : le coût de produits

tels que engrais, insecticides, herbicides, etc., a diminué grâce à l'effet positif des canards. Les produits issus de l'agriculture biologique se sont vendus plus cher ;

- baisse du coût de la main d'œuvre : la présence de canards croisés en liberté dans les champs de paddy a enrayé l'apparition des mauvaises herbes, puis réduit le besoin de main d'œuvre de désherbage ;
- augmentation du rendement du paddy : les agriculteurs obtiennent 20 à 30 % de rendement supplémentaire ;
- protection de l'environnement : ce système de production préserve la nature ;
- promotion de l'élevage de canards : les jeunes trouvent que la création d'un élevage de canards est une bonne idée. En plus, ces animaux constituent une arme dans la lutte contre les carences protéiques ;
- génération de revenus supplémentaires : les agriculteurs gagnent davantage d'argent du fait de la baisse du coût de la production de riz et des avantages de la production de canards (S. T. Hossain).

Études de cas : comparaison Ouganda/Chine (C. Lagu, K. Gallagher, J. Opio-Odongo)

Ouganda

L'Ouganda possède un système politique à la fois décentralisé et centralisé (gouvernement central, districts, sous-comtés, villages). Des petits exploitants participent à tous ces centres de planification. La politique régissant la modernisation de l'agriculture est le Plan de modernisation de l'agriculture (PMA), composé de **7 piliers** : recherche et développement technologique, services nationaux de conseil agricole, financement rural, transformation agricole et commercialisation, infrastructure physique, enseignement agricole et services réglementaires.

Points forts du PMA : existence de réseaux de recherche, de vulgarisation et d'enseignement

Contraintes :

- Problèmes de transparence, de corruption, de mauvaise gouvernance, de mauvaise mise en œuvre et refus de mettre en place les bonnes pratiques venues d'autres pays comme la Chine, les États-Unis, la Grande-Bretagne, etc.
- Mise en œuvre problématique de la politique
- L'élaboration des politiques publiques et les décisions d'investissement ont souvent marginalisé les petits agriculteurs : leurs connaissances et leurs techniques sont considérées comme systématiquement arriérées, ce qui renforce la position dominante des professionnels/technocrates de l'agriculture et des politiciens dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de modernisation agricole. Par ailleurs, les professionnels agricoles ont souvent appelé de leurs vœux l'abolition de la petite agriculture dans le pays.
- Absence de financement public, des professionnels manquent de logistiques et les ressources pour la mise en œuvre des actions sont toujours compromise à d'autres secteurs
- Taux d'intérêt très élevés des institutions de crédit (24-36 % par an)
- Absence d'installations d'irrigation pour les petits exploitants
- Mauvaise organisation de la transformation agricole et de la commercialisation, mais les marchés domestiques ne sont pas encore saturés.

Suggestions pour l'Ouganda :

- Examiner attentivement la manière dont il est possible de réformer les cadres politique et institutionnel pour mieux servir la petite agriculture
- Autonomiser les petits exploitants : soutenir de véritables organisations de petits exploitants afin de mettre en place un pouvoir apte à contrecarrer les autres groupes d'intérêt qui ont sapé le développement de la petite agriculture dans le pays ; doter le pays de noyaux de petits exploitants suffisamment responsabilisés

- Augmenter l'investissement dans le développement équitable de l'infrastructure, l'amélioration de l'accès au marché et les informations sur le marché à destination des petits exploitants
- Se montrer plus ouvert aux enseignements des réussites d'autres pays

Chine

Le gouvernement crée des conditions favorables aux agriculteurs :

- Le système agricole est bien organisé.
- Nombreuses politiques, lois et réglementations favorables aux petits exploitants : mesures incitatives concernant les intrants agricoles, soutien fort de l'État à l'enseignement agricole, la recherche, la science et la technologie
- Services de vulgarisation forts et bien facilités, ainsi qu'infrastructures bien développées dans la plupart des provinces, des municipalités, des comtés et des villes
- Les agriculteurs ont facilement accès aux services financiers, aux marchés et à des technologies adéquates de transformation agricole.
- Les terres agricoles sont irriguées et un système satellite facilite le flux des informations sur les sécheresses, les crues, etc.

Par ailleurs, **les agriculteurs chinois ont beaucoup plus d'opportunités que leurs homologues ougandais** :

- La Chine possède un marché urbain (domestique) beaucoup plus important que l'Ouganda.
- Elle génère beaucoup plus de valeur ajoutée pour les produits (emballage, transformation, par exemple) dans les villes rurales, ce qui se traduit par des emplois, dont pour la fabrication des machines elles-mêmes, alors que l'Ouganda ajoute peu de valeur et produit peu d'équipements.
- Elle possède un système de production à intégration verticale avec soutien et subventions massifs de l'État (des routes jusqu'aux prêts, par exemple).
- Elle possède une capacité d'exportation plus forte du fait de l'énormité des volumes.
- Les Chinois réinvestissent davantage de leurs bénéfices en Chine que les Ougandais en Ouganda.
- La population urbaine chinoise est employée dans l'industrie et les services, ce qui dynamise le marché des produits et permet d'envoyer de l'argent dans sa famille.
- La Chine dispose d'une protection sociale (enseignement, santé) qui assure à sa population bonne santé et longévité.
- En Chine, l'investissement dans la recherche est beaucoup plus élevé, mais beaucoup moins coûteux par habitant.

IV. POINTS À APPROFONDIR

Baisse, puis suppression du soutien financier (direct ou indirect) à la production de cultures basées sur les intrants et de systèmes de protection tels que subvention des intrants agricoles ou crédits à l'agriculture basée sur les intrants (O. Rupela et S. Mehta). Ce point nécessite discussion, en raison d'exemples tels que la réussite des subventions aux engrais au Malawi (A. Snider) ou la forte amélioration du rendement et de la productivité des exploitations au Nigeria grâce aux crédits accordés aux agriculteurs (I. Onimawo).

V. REFERENCES

• **Frequently Asked Questions On "Farmer's Producer Company (PC)" An Institutional PC Concept**, by S.Mehta, OP Rupela, K. Ramakrishna

http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Microsoft%20Word%20-%20FAQ-PC%206Mar2k7.pdf (OP Rupela)

• **Is High Yield Possible With Biological Approaches?** , by OP Rupela, AP Gupta, KK Kapoor):

http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Microsoft%20Word%20-%20high%20yield%20organic%20farm.pdf (OP Rupela)

• **Comparing Conventional and Organic Farming Crop Production Systems: Inputs, Minimal Treatments and Data Needs** , by OP Rupela, P Humayun, B Venkateswarlu and AK Yadav:

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=327&nocache=1

(OP Rupela).

• **Lessons from Non-chemical Input Treatments Based on Scientific and Traditional Knowledge in a Long-term Experiment** , by OP Rupela, C L L Gowda, S P Wani, and G V RangaRao:

http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Lessons%20learnt%20AAHF2K5.pdf

(Op Rupela)

• **A New Index To Assess Soil Quality And Sustainability Of Wheat-Based Cropping Systems** , by G. S. Kang . V. Beri . B. S. Sidhu . O. P. Rupela:

http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Kang%20et%20al%205BiolFertSoils.pdf

(OP Rupela).

• **Evaluation of Crop Production Systems Based on Locally Available Biological Inputs,**

by O.P. Rupela, C.L.L. Gowda, S.P. Wani and Hameeda Bee:

http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/biological%20approach%20chapter35.pdf

(OP Rupela).

• **The Industrialization of Fisheries," Peasant Studies, Vol. 13, No. 2 (Winter 1986), pp. 133-142,**

by G. Kent: <http://www2.hawaii.edu/~kent/The%20Industrialization%20of%20Fisheries.pdf> (G. Kent)

• **Ending Famine, Simply by Ignoring the Experts,** article from The New York Times,

7 December 2007:

http://www.nytimes.com/2007/12/02/world/africa/02malawi.html?incamp=article_popular

(A.Snyder)

• **Center for Sustainable Agriculture/India website:** www.csa-india.org (OP Rupela)

• **Producer Company (PC)/Institutional PC of, for and by the Farmers,** article at:

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=334&nocache=1

(OP Rupela)

• **Effect of integrated rice-duck farming on rice yield, farm productivity, and rice revisioning ability of farmers. Asian Journal of Agriculture and Development (AJAD).**

Regional Center for Graduate study and Research in Agriculture, Philippines Vol 2.

No. 1 & 2 pp.7986:

[http://web.searca.org/elibrary/asian%20journal%20of%20agriculture%20and%20development%20\(vol%202%20nos%201%20and%202\)/tanveer.pdf](http://web.searca.org/elibrary/asian%20journal%20of%20agriculture%20and%20development%20(vol%202%20nos%201%20and%202)/tanveer.pdf) (Shaikh Tanveer Hossain)

• **Adoption of Organic Rice for Sustainable Development in Bangladesh.** Journal of Organic Systems (NewZealand). 2 (2) : 27-37

[http://www.organic-systems.org/journal/Vol%202\(2\)/pdf/27-37%20Tanveer%20Hossain%20et%20al%20%20JOS%20\(modified\).pdf](http://www.organic-systems.org/journal/Vol%202(2)/pdf/27-37%20Tanveer%20Hossain%20et%20al%20%20JOS%20(modified).pdf)

(Shaikh Tanveer Hossain)

• **A Journal of Undergraduate History**, Volume 8, May 2005; Published at the University of Wisconsin-Madison, USA], the full paper can be found at:

http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Agrarian%20crisis%20%20Arena.doc

(OP Rupela & Subhash Mehta)

• **Indian Experience on Household Food and Nutrition Security**, 1994 (Available On-Line).

http://www.fao.org/documents/show_cdr.asp?url_file=/DOCREP/x0172e/x0172e00.htm.

(OP Rupela & Subhash Mehta)

• **Report of the Committee on India Vision 2020:**

http://planningcommission.nic.in/plans/planrel/pl_vsn2020.pdf. (OP Rupela & Subhash Mehta)

•**Open letter to Hillary Clinton** from a Wellesley College alumna:

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?no_cache=1&r=353&nocache=1

(D. NavarroRos)

•**Graph very useful in sensitizing agricultural staff on what is needed to positively impact on household food security and nutrition, and the need to have a broader livelihoods approach:**

http://km.fao.org/fsn/resources/fsn_viewresdet.html?r=354 (C. Dufour)

•**Global Obligations for the Right to Food**, just published by Rowman & Littlefield. Flyer available at:

<http://www2.hawaii.edu/~kent/GORFflyer.doc> (G.Kent)

•**Drawing lessons from food security and nutrition research, analysis and information for improved decision making and response.**

See full text at: http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Final_summary_16Oct-16Nov_drawing_lessons_FSN_info.doc (FSN Forum Moderator)